

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société LAFARGE GRANULATS
Communes de Longueil-Sainte-Marie et Chevrières**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 juin 2009 autorisant la société LAFARGE GRANULATS à exploiter une carrière de granulats alluvionnaires sur le territoire des communes de Longueil-Sainte-Marie et Chevrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu la demande de modification des conditions d'exploitation des installations présentée le 28 juin 2022 par la société LAFARGE GRANULATS relative à la remise en état de la carrière située sur le territoire des communes de Longueil-Sainte-Marie et Chevrières ;

Vu le rapport et les propositions du 14 novembre 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté 26 novembre 2024 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet indiqué par courriel du 28 novembre 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. La demande de modification présentée par la société LAFARGE GRANULATS consiste à apporter 31 000 m³ de terres végétales afin d'achever la remise en état du secteur le « Parc aux Bœufs » ;
2. Ces terres seront végétales, issues de campagnes de décapage, de projet de terrassements et de boues asséchées provenant du curage des bassins de décantation de la sucrerie TEREOS de Chevrières ;
3. Les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;
4. Le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;
5. Il convient de prendre en compte les modifications sollicitées et de modifier les prescriptions applicables au site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société LAFARGE GRANULATS, dont le siège social est situé 14-16 boulevard Garibaldi à Issy-les-Moulineaux (92130), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour le site qu'elle exploite au lieu dit Les Taillis, sur le territoire de la commune de Longueil-Sainte-Marie.

Article 2 :

Les prescriptions suivantes sont complétées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral d'autorisation du 5 juin 2009	Article IV.7 de l'annexe 1	Complété par l'article 3 du présent arrêté

Article 3 :

Le remblaiement du secteur le « Parc aux Bœufs » est complété par un apport de terres extérieures à la carrière.

Cet apport est réalisé à hauteur de 31 000 m³ par des terres issues :

- de campagnes de décapage de projet de terrassements de chantier du BTP,
- de boues asséchées provenant du curage des bassins de décantation de la sucrerie TEREOS de Chevrières.

L'exploitant s'assure de la qualité des terres apportées et, en particulier, pour chaque lot entrant :

- les terres végétales issues ces campagnes de décapage respectent les valeurs définies à l'article 39.I de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé,
- les boues issues de la sucrerie TEREOS constituent un apport de matière fertilisante et respectent les normes NFU 44-551, NFU 44-95 ou NFU 44-295.

L'exploitant tient à jour un registre d'admission des terres extérieures. Ce registre spécifie pour chaque lot entrant :

- la date d'admission,
- la provenance,
- la quantité exprimée en tonnes,
- les documents justifiant de la qualité des terres.

Le registre d'admission est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé à l'encontre de la présente autorisation environnementale, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier celui-ci au préfet de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Lorsque le droit de former un recours contre la présente décision est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif de la part du requérant et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

L'envoi de la copie du recours gracieux ou hiérarchique au bénéficiaire de la décision ou l'envoi de la copie du recours contentieux au bénéficiaire de la décision et au préfet de l'Oise respecte les conditions prévues à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement.

Article 5 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairies de Longueil-Sainte-Marie et de Chevrières pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Les maires de Longueil-Sainte-Marie et de Chevrières font connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Longueil-Sainte-Marie, le maire de Chevrières, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspectrice de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **05 DEC. 2024**

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Frédéric BOVET

Destinataires :

Société LAFARGE GRANULATS

Le sous-préfet de Compiègne

Le maire de la commune de Longueil-Sainte-Marie

Le maire de la commune de Chevrières

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspectrice de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France